

## Mot de la Chef du Service économique de l'Ambassade de France



Cécile HUMBERT-BOUVIER

La 14<sup>ème</sup> Rencontre de Haut Niveau, sous l'égide des Chefs de gouvernement français et marocain et en présence d'une large délégation ministérielle, s'est tenue le 19 décembre, dans une excellente atmosphère de confiance et d'amitié. Cette Rencontre a permis de faire un point d'étape de la relation franco-marocaine dans tous les domaines notamment politique,

économique, culturel et de sécurité. Une vingtaine d'accords ont été signés lors de cette Rencontre dont 3 conventions de nature économique : un cadre de coopération en matière de propriété industrielle pour la promotion de l'investissement et des échanges économiques, une nouvelle convention de coopération renforcée entre la Caisse des Dépôts française et la Caisse de Dépôt et de Gestion marocaine et une convention pour une assistance technique à l'accompagnement des structures labellisées dans le cadre du Fonds Innov Invest entre Technopôle Val D'Oise et la Caisse centrale de Garantie du Maroc. Plusieurs conventions entre l'Agence française de développement et le gouvernement marocain ont par ailleurs été signées. Les deux chefs de gouvernement se sont également félicités de la réussite de la coopération ferroviaire en matière de grande vitesse. Enfin un forum économique coorganisé par le Medef et la CGEM s'est tenu en marge de cette Rencontre en présence de près de 200 acteurs économiques français et marocains autour des thématiques des coopérations sectorielles ambitieuses, de la formation et du développement des compétences et du secteur privé au service du développement territorial. La réussite de cette Rencontre à Haut Niveau permet d'aborder l'année 2020 sous les meilleurs auspices pour la relation bilatérale. ▀

## La Chronique économique

### Développement régional : mise en lumière des disparités spatiales marocaines

La Direction des Etudes et des Prévisions Financières a récemment publié une étude portant sur les « Profils Régionaux » qui montre qu'à l'heure de la régionalisation avancée, les douze régions du Maroc, issues du redécoupage territorial de 2015, affichent une contribution à la production nationale et un niveau de développement différenciés. Sans surprise, les locomotives économiques du pays sont les régions de Casablanca-Settat, et de Rabat-Salé-Kénitra, contribuant au PIB national respectivement à hauteur de 26,5 % et 15,2 %. Elles sont suivies par les régions de Marrakech-Safi (11,4 %), Fès-Meknès (9,3 %), et Tanger-Tétouan-Al Houceima (8,6 %). Les trois provinces du Sud, agrégées, comptent pour 5,2 % du PIB. Les régions ayant connu la croissance annuelle moyenne la plus élevée sur la période 2010-2017 sont celles de Dakhla et de Laâyoune

avec des taux de respectivement 12,9 % et 12,5 %, contre 2,8 % et 5,2 % pour les deux régions motrices de Casablanca et de Rabat. Sur le plan social, six régions connaissent un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale de 9,8 % : celles de Guelmin-Oued Noun (18,9%), de l'Oriental (16,3 %), de Laâyoune-Sakia El Hamra (13,5 %), de Rabat-Salé-Kénitra (11,8 %), de Casablanca-Settat (10,6 %) et du Souss-Massa (10,0 %). Quant au taux de pauvreté, les régions les moins touchées sont celles de Dakhla (0,4 %) et de Laâyoune (1,7 %), alors que la région de Drâa Tafilalet affiche un taux de 14,6 %. La lutte contre les inégalités spatiales a été érigée en priorité royale et devrait être l'un des principaux enjeux de la Commission récemment établie sur le Nouveau Modèle de Développement.

▀ arthur.francois@dgtresor.gouv.fr

## L'économie en mouvement

### Un chiffre en perspective

# 4,6%

La Banque Centrale prévoit une diminution du déficit courant du Maroc à 4,6 % du PIB

Le Conseil trimestriel de Bank Al Maghrib, qui s'est réuni mardi 17 décembre 2019, a présenté les grandes projections macroéconomiques de la Banque centrale. Au niveau des comptes extérieurs, l'institution financière table notamment sur une diminution du déficit courant à 4,6 % en 2019 (contre 5,5 % en 2018), avec l'hypothèse d'une rentrée de dons du Conseil de Coopération du Golfe de 2 Mds MAD. Cette réduction est également imputable à la diminution de 6,6 % de la facture énergétique et à l'augmentation des recettes voyages de 6,1 % à fin octobre. Compte tenu par ailleurs de l'émission du Trésor sur les marchés financiers internationaux en novembre 2019, les réserves internationales nettes se situeraient à 240,7 Mds MAD à fin 2019, soit un peu plus que 5 mois d'importations de biens et services.

Si le Conseil a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 2,25 %, il a toutefois approuvé des mesures spécifiques à l'entrepreneuriat. Bien que la Banque Centrale n'en ait pas encore donné les détails, le Gouverneur Jouahri a annoncé que ces dernières devraient « tourner autour du financement et des conditions de refinancement des banques auprès de BAM sur le plan quantitatif et du coût ». Ces mesures constituent a priori une 1<sup>ère</sup> réponse à l'appel royal pour une meilleure contribution du secteur bancaire au financement des TPME et des jeunes entrepreneurs.

▀ arthur.francois@dgtresor.gouv.fr

## Secteur à l'affiche

### 5<sup>ème</sup> édition de l'opération « France Bon appétit » au Maroc

« France Bon Appétit » est initiée et soutenue par le Ministère français de l'Agriculture et de l'Alimentation. Elle s'est tenue au Maroc du 11 au 31 décembre 2019 dans six magasins de l'enseigne Marjane à Casablanca, Mohammédia, Rabat et Marrakech, organisée pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive par les équipes de SOPEXA (Hopscotch Groupe). C'était l'occasion pour les consommateurs marocains de découvrir 90 produits secs et frais français, fabriqués en France, importés et commercialisés dans le Royaume. Quinze marques étaient représentées en 2019 et notamment : Président, Connétable, Saint Louis et Maille. La tradition culinaire célébrée à l'occasion de cette opération est au cœur des relations Maroc-France et symbolise la richesse des échanges commerciaux et culturels entre les deux pays. Dans le même esprit, « Goût de France », grande célébration de la gastronomie française dans l'hexagone et dans le monde entier, reviendra le 16 avril 2020 pour une 6<sup>ème</sup> édition. Un « dîner à la française » sera servi dans plusieurs milliers de restaurants de par le monde et dans les ambassades et consulats de plus de 150 pays. La région Centre-Val de Loire sera à l'honneur cette année pour nous faire découvrir toute la richesse de son territoire et de ses ambassadeurs. Pour mémoire, 37 restaurants ont participé à l'opération en 2019 dans plusieurs villes du Royaume. Pour plus d'informations, rendez-vous sur [www.goodfrance.com](http://www.goodfrance.com)

✉ [xavier.vant@dgtresor.gouv.fr](mailto:xavier.vant@dgtresor.gouv.fr)  
[laurence.jacquot@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurence.jacquot@dgtresor.gouv.fr)

## Relations France-Maroc

### XIV<sup>ème</sup> Rencontre franco-marocaine de Haut Niveau à Paris



La XIV<sup>ème</sup> Rencontre franco-marocaine de Haut Niveau s'est tenue à Paris le 19 décembre 2019 sous la coprésidence du Premier ministre français, M. Edouard Philippe, et du chef de Gouvernement marocain, M. Saâd Dine El Otmani. Les deux chefs de gouvernement étaient respectivement accompagnés de neuf ministres.

Cette rencontre fut l'occasion de renouveler la volonté de la France et du Maroc de poursuivre le partenariat d'exception qui caractérise les deux pays et de continuer à en faire la référence à l'échelle euro-africaine et euro-méditerranéenne.

Cette Rencontre de Haut Niveau a été une opportunité utile pour les deux gouvernements de définir des priorités nouvelles dont la mise en œuvre permettra de renforcer la relation bilatérale.

Au regard des nouveaux défis auxquels sont confrontés la France et le Maroc, les deux pays ont décidé de développer des coopérations renforcées dans cinq domaines stratégiques pour l'avenir de leur relation :

- La jeunesse, l'insertion professionnelle, la formation et l'emploi ;
- Le développement économique et la compétitivité des territoires ;
- La décentralisation et la mobilité ;
- Le climat et l'environnement ;
- La projection commune vers l'Afrique.

A cette occasion, de nombreux accords et conventions ont été signés dont trois de nature économique (cf. Edito).

Fidèles à la coutume, le MEDEF et la CGEM ont organisé, en marge de cette Rencontre, un Forum économique sur le thème « France-Maroc : innovons ensemble ! Pour un nouvel élan économique et social ». Les table-rondes organisées et la mobilisation des entreprises illustrent la vigueur des liens économiques entre les deux pays, tissés autour de coopérations sectorielles ambitieuses en réponse aux axes de développement prioritaires du Maroc (infrastructures de transport, aéronautique civile, secteur automobile, énergies durables, agriculture) et d'une offre de formation développée par les filiales d'entreprises françaises et les institutions de l'enseignement supérieur pour accompagner l'employabilité des jeunes Marocains.

✉ [laurence.jacquot@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurence.jacquot@dgtresor.gouv.fr)

## Affaires à suivre



### Publication par le CESE d'un rapport sur le nouveau modèle de développement.

Le CESE, dont le Président est membre de la Commission spéciale sur le modèle de développement, a publié un rapport qui contribuera à cette réflexion. Neuf grands choix et 183 actions ont été proposés pour atteindre l'ambition qui pourrait, selon le Conseil, être résumée ainsi : construire un modèle de développement dynamique qui assure une croissance forte, inclusive et durable, garantit l'égalité des chances, favorise l'épanouissement de l'individu et renforce ses capacités au sein d'une société prospère et solidaire centrée sur le citoyen ▶▶▶

### Financement vert des TPME : la Caisse Centrale de Garantie (CCG) lance son instrument Green Invest.

Green Invest est un instrument de co-financement bancaire ciblant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Les modalités de financement prévoient un minimum de 20 % d'autofinancement, un maximum de 40 % de crédit Green Invest provenant de la CCG (plafond de 10 millions de MAD), le reliquat étant financé par le système bancaire commercial. Le taux du crédit Green Invest est fixé à 2,5 %, celui de la banque étant librement négociable ▶▶▶

### Nouveau contrat remporté par Transdev à Rabat :

Transdev, déjà exploitant du Tramway mis en service en mai 2011, vient d'être reconduit pour 10 ans par la Société du Tramway de Rabat-Salé (STRS) pour assurer l'exploitation du réseau de Rabat-Salé-Témara (plus de 30 millions de voyageurs annuellement). Dans le cadre de l'exploitation et de la maintenance du Tramway, l'entreprise française emploie plus de 400 personnes.